

Depuis lundi 18 avril, les expulsés de la barre Balzac, à la Courneuve, sont sur le trottoir après 9 mois d'hébergement :

Depuis lundi soir, elles dorment sur le trottoir, en plein milieu des 4000, après avoir été mises à nouveau dehors, suite à la décision du Préfet de mettre fin à leur hébergement hôtelier. En effet, le nombre de sans logis du 93 (surtout des familles) hébergés dans des hôtels par l'État a été réduit de moitié fin mars 2011, pour des raisons budgétaires.

La police présente sur les lieux leur interdit d'installer des tentes, et menace de rééditer la rafle du 21 juillet 2010.

Elles avaient été expulsées le 8 juillet 2010, de leur logement squatté faute d'autre solution car ils étaient vides depuis des années, dans l'attente de leur démolition. L'expulsion avait été justifiée par l'urgence de détruire la barre Balzac. Or, 9 mois plus tard, la barre est toujours là !

190 personnes, 49 enfants et nourrissons, s'étaient alors retrouvées sur le trottoir. Après un campement de près de deux semaines, l'armada policière était à nouveau intervenue, le 21 juillet sur instruction du Préfet Lambert.

Il y avait eu des violences policières à l'égard de mères et de leurs bébés. Ces actes brutaux et choquants avaient été filmés et diffusés largement sur internet . La police des polices saisie sur ces violences n'a toujours pas donné suite.

Les expulsées, leurs délégués et les militants présents avaient été arrêtés, ainsi que le Président du DAL. Sous la pression des familles, des habitants de la Courneuve, du comité de soutien, le Préfet du 93 avait dû héberger les expulsés dans des hôtels.

9 mois plus tard, et après trois réunions avec le Préfet, les expulsés sont à nouveau dans la rue. Une vingtaine de ménages ont été relogés. Une dizaine ont été régularisés.

Les expulsés demandent la régularisation des familles et personnes sans papier, et le relogement de tous les expulsés.

Les expulsés viennent de Cote d'Ivoire, qui est actuellement en guerre civile. Ils travaillent, même ceux qui sont sans papier.

Solidaires de leur combat pour vivre dignement, nous exigeons le rétablissement de leur hébergement, et soutenons leurs revendications.

Premiers signataires :